Le compte de l'agriculture depuis 1980 : recul de l'élevage, recours accru au capital et aux services agricoles

Insee Première • n° 2057 • Juin 2025

Depuis 1980, la production agricole a été tirée par les productions végétales et les services agricoles, bien plus que par les productions animales. Entre les années 1980-1984 et 2020-2024, la production végétale s'est accrue en volume de 36,0 %, celle des services agricoles, faible au départ, a bondi de 92,7 %. En revanche, les produits animaux ont reculé en volume de 2,8 %, la baisse de l'élevage bovin l'emportant sur l'augmentation des produits avicoles et porcins.

Le modèle productif s'est transformé par un recours accru au capital. Le taux d'investissement, de 21,6 % en 1980-1984, atteint 30,4 % en 2020-2024. Dans le même temps, l'emploi agricole a chuté de 63,8 %. L'évolution des productions et le recours au capital affectent la structure des consommations intermédiaires. Conséquence de la baisse du cheptel, la part des aliments pour animaux diminue. Comme les achats de services agricoles, les dépenses pour l'entretien du matériel s'alourdissent.

Les indicateurs de productivité par actif ont nettement augmenté. Toutefois, en dépit de la chute de l'emploi, la valeur ajoutée brute par actif en terme réel a connu des périodes de stabilité, du fait d'une hausse des prix agricoles plus faible que celle de l'ensemble des biens et services produits en France. Après 2010, le rattrapage des prix agricoles a permis une hausse prononcée de cet indicateur, que la volatilité des prix de 2020 à 2024 a brutalement affecté.

Avertissement : Le compte de l'agriculture présenté ici décrit les performances de l'agriculture en tant qu'activité économique sur le territoire national ► **encadré 1**. Il ne constitue pas une mesure du revenu disponible des ménages dont la personne de référence est agriculteur [Apers et al, 2024].

► Encadré 1 – Le compte de l'agriculture

Le compte national de l'agriculture présente des séries de production et de consommations intermédiaires depuis 1959 ainsi qu'un compte de production et des indicateurs de résultat depuis 1980. Les données portent sur l'ensemble de la branche, sans refléter la diversité ni l'hétérogénéité des exploitations, ni mesurer le revenu des agriculteurs. Les comptes de l'agriculture font l'objet de révisions successives liées à l'obtention de données plus complètes jusqu'à leur publication définitive. Ainsi, les données 2024 présentées ici concernent le compte prévisionnel arrêté en novembre 2024. Ces données seront mises à jour en juillet 2025 (version provisoire). Elles seront publiées simultanément avec les comptes 2023 semi-définitif et 2022 définitif. En 2024, comme l'ensemble des comptes nationaux, les comptes de l'agriculture sont passés en base 2020. Désormais, ils intègrent notamment les résultats du recensement agricole de 2020. Les séries antérieures ont été rétropolées en base 2020.

Depuis 1980, la production de la **branche agricole** a été tirée par les productions végétales et les services agricoles, bien plus que par les productions animales. En début de période, sur les cinq années 1980 à 1984, les productions animales représentaient 42,8 % de la valeur de la **production au prix de base**. Quarante ans plus tard, sur les cinq années 2020 à 2024, leur part n'était plus que de 35,7 %. La part des productions végétales, de 52,2 % en 1980-1984, s'est élevée à 55,3 % en 2020-2024. La part des services agricoles – surtout les travaux agricoles – a plus que doublé sur l'ensemble de la période, passant de 3,2 % à 7,2 % ► **encadré 2**. La production des jardins familiaux est restée stable, à 1,8 % de la valeur de la production en début comme en fin de période. Elle recouvre la production par les ménages non agriculteurs en fruits, légumes, pommes de terre et œufs.

Productions végétales : montée en gamme des vins, hausse du prix des fruits

Entre 1980-1984 et 2020-2024, la production végétale a augmenté de 36,0 % en volume, et son prix de 53,9 %. La hausse des prix résulte pour l'essentiel de la montée en gamme de la production viticole. Sous l'effet de politiques d'arrachages, la surface cultivée en vignes a reculé de 35,4 %, passant de 1 157 milliers d'hectares à 748 milliers. La production de vin est passée de 65,4 millions d'hectolitres par campagne en 1980-1984 à 42,9 millions en 2020-2024, soit une baisse de 34,4 %.

Dans le même temps, la part des vins d'appellation est passée de 32,6 % à 56,0 % de la superficie du vignoble, et de 25,6 % à 43,1 % des quantités produites. La production de vin courant a tendanciellement baissé en volume, tandis que celle des vins d'appellation a progressé jusqu'en 2000 avant de reculer elle aussi ► **figure 1a**. Conséquence de cette montée en gamme, le prix du vin a presque triplé, avec une hausse du même ordre pour les vins d'appellation et pour les vins courants ► **figure 1b**. Ainsi, alors que le vin représentait 8,6 % de la production agricole en valeur en 1980-1984, sa part s'est élevée à 14,7 % en 2020-2024.

De même, les productions de fruits et légumes ont été tirées par l'élévation des prix. Les volumes de fruits ont augmenté de près d'un tiers jusqu'au début des années 2000, avant de retomber en fin de période près de leur niveau initial. Toutefois les prix ont plus que doublé, aussi les fruits représentent-ils 4,6 % de la production agricole en 2020-2024 contre 4,0 % en 1980-1984. La production de légumes a connu des évolutions analogues, mais de moindre ampleur : en volume, elle a progressé d'environ 20 % jusqu'au début des années 2000, puis est redescendue au niveau initial en fin de période. Bien que fort dynamiques depuis 2020, les prix des légumes se sont moins appréciés que ceux du vin et des fruits. De ce fait, les légumes représentent 4,8 % de la production agricole en 2020-2024, contre 5,6 % en 1980-1984.

Grandes cultures : essor des oléagineux, prix peu dynamique des céréales

Parmi les grandes cultures, la place des céréales a reculé au profit des oléagineux, dont la demande est stimulée par la multiplicité de leurs usages : huile pour l'alimentation humaine, alimentation animale et utilisations industrielles. La surface cultivée en oléagineux est passée de 505 milliers d'hectares au début des années 1980 à 2 194 milliers en 2020-2024. Leur production en volume a plus que triplé : la récolte de colza est passée de 1,1 million de tonnes en 1980-1984 à 3,9 millions en 2020-2024, et celle de tournesol de 0,6 million de tonnes à 1,8 million. À l'opposé, la surface cultivée en céréales a reculé de 7,5 %, passant de 9 628 milliers d'hectares en 1980-1984 à 8 909 milliers en 2020-2024. Les volumes de céréales se sont toutefois accrus de 40,9 % grâce à de meilleurs rendements. Les protéagineux désignent une variété de pois et autres plantes riches en protéines et principalement destinés à l'alimentation animale, ainsi que quelques légumes secs comme les lentilles ou pois chiches. Leur production avait très fortement augmenté dans les années 1980, puis s'est repliée, notamment après 2006, fonction pour partie des aides allouées à ces cultures.

Les prix des céréales, oléagineux et protéagineux suivent des évolutions proches. Ils ont baissé jusqu'en 2010 puis ont remonté moins vivement que les autres produits végétaux. Au total, le prix des céréales ne s'est apprécié que de 10,9 % entre 1980-1984 et 2020-2024. Les céréales ne représentent plus que 14,3 % de la production agricole en valeur, contre 18,0 % quarante ans plus tôt.

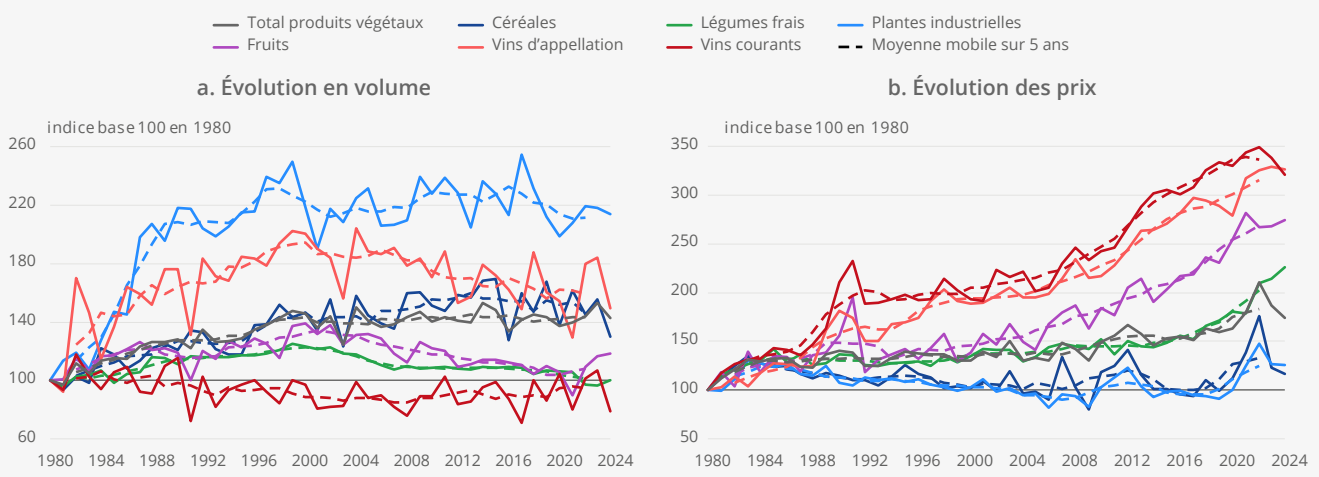
Productions animales : baisse du cheptel bovin, élévation des prix

La production animale a baissé en volume de 2,8 % entre 1980-1984 et 2020-2024 ► **figure 2a**. Ceci tient principalement au recul de l'élevage bovin. La production de gros bovins en volume a chuté de 19,9 % sur la période. Le cheptel, qui s'élevait à 23,4 millions de têtes en 1980-1984, est passé à 17,0 millions en 2020-2024. La production de veaux a baissé de 52,2 % en volume. Celle de lait de vache a diminué pendant la période des quotas (1984-2015), puis est remontée à un niveau qui reste légèrement inférieur à celui du début de période (23,3 millions de litres par an en 2020-2024, contre 24,6 millions en 1980-1984). Le nombre de vaches laitières est passé dans le même temps de 7,1 millions à 3,3 millions, mais la sélection des animaux, leur spécialisation laitière et l'enrichissement de leur alimentation ont permis une forte hausse des rendements.

► Encadré 2 – La croissance continue des services à l'agriculture

Les services à l'agriculture se composent à 97,9 % de travaux agricoles, et à 2,1 % d'agritourisme. Les travaux agricoles recouvrent des opérations comme la préparation des terres, les récoltes, la taille des arbres, l'insémination des animaux. Ils sont réalisés à 72,1 % par des entreprises spécialisées, à 17,3 % par des agriculteurs produisant pour un tiers, et à 10,6 % par des coopératives d'utilisation de matériels agricoles. Depuis 1980, les services à l'agriculture ont suivi une croissance vive et régulière. Les volumes ont pratiquement doublé (+92,7 %), contre une hausse de 22,6 % pour l'ensemble des produits agricoles. Les prix, quant à eux, ont plus que doublé (+132,2 %), augmentant encore davantage que ceux de l'ensemble des biens et services produits en France (+112,1 %), et bien plus que ceux de la production totale agricole (+61,1 %). En 2020-2024, la production annuelle de services agricoles atteignait ainsi 6,4 milliards d'euros, soit davantage par exemple que les légumes frais, plantes et fleurs (6,0 milliards) ou les volailles et œufs (5,5 milliards). Les mutations du mode de production, comme la baisse de l'emploi et le recours accru au capital, favorisent l'externalisation de ces services à des prestataires spécialisés.

► 1. Évolution en volume et évolution des prix de la production végétale de 1980 à 2024, par produit , au prix de base



Lecture : Le volume des produits végétaux a augmenté de 36,0 % entre 1980-1984 et 2020-2024.
Champ : France.
Source : Insee, compte de l'agriculture de 1980 à 2024, compte prévisionnel 2024 arrêté en novembre 2024.

Lecture : Le prix des produits végétaux a augmenté de 53,9 % entre 1980-1984 et 2020-2024.
Champ : France.
Source : Insee, compte de l'agriculture de 1980 à 2024, compte prévisionnel 2024 arrêté en novembre 2024.

La production de volailles a plus que doublé entre 1980 et la fin des années 1990, avant de diminuer dans les années 2000. Exprimée en tonnes équivalent carcasse (tec), elle était de 1,1 million en 1980 pour atteindre 2,3 millions en 1999, puis est revenue à 1,7 million en 2021, dernière année avant la grippe aviaire. La production d'œufs a augmenté de 17,8 % entre 1980-1984 et 2020-2024. Comme celle des volailles, la production de porcins a fortement augmenté jusqu'aux années 2000, s'est stabilisée jusqu'en 2010, mais diminue depuis. Elle était de 1,7 million de tec en 1980, de 2,2 millions en 2010, et de 2,1 millions en 2023. La production d'ovins et caprins a quant à elle chuté de moitié.

Dans ce contexte de tension sur l'offre et d'une demande croissante au niveau mondial, les prix des produits animaux ont augmenté de 69,6 % entre 1980-1984 et 2020-2024. La hausse a atteint 23,1 % pour la seule année 2022 ► **figure 2b**. Sur l'ensemble de la période, le prix des porcins augmente de 16,0 % et celui des volailles de 40,1 %. Les produits de l'élevage bovin se renchérissent davantage : +73,3 % pour les veaux, + 87,0 % pour les bovins, +85,8 % pour le lait. Le prix des œufs fait plus que doubler (+109,0 %), sous l'effet d'une hausse exceptionnelle en 2022 (+70,0 %). Celui des ovins et caprins s'élève continûment, de 109,7 % au total.

Chute de l'emploi et recours accru au capital

L'augmentation de la production s'est effectuée par un recours croissant au capital, alors que l'emploi a fortement diminué. Depuis 1980, l'emploi en **équivalent temps plein (ETP)** a chuté de près de 1,3 million d'ETP, soit une baisse de 63,8 %, pour atteindre 721 500 ETP en 2024. La baisse est de 75,6 % pour l'emploi non salarié, en raison de la concentration des exploitations et de la baisse des emplois non-salariés familiaux. L'emploi salarié n'a reculé que de 8,9 %. De ce fait, les salariés fournissent 44,6 % des ETP en 2024, contre 17,7 % en 1980.

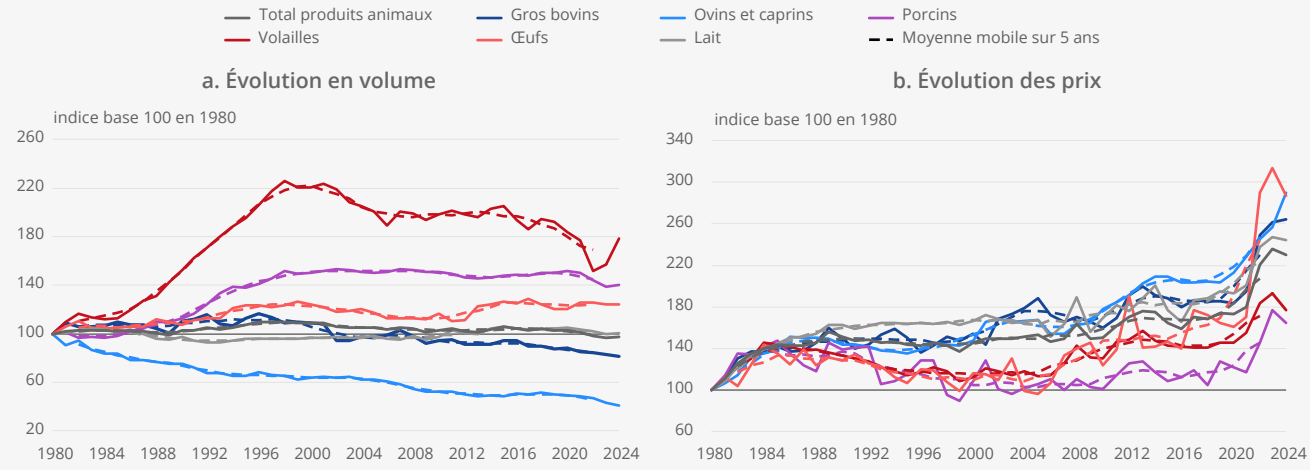
Dans le même temps, l'agriculture mobilise davantage de capital. Depuis 1980, le **taux d'investissement** qui était de 21,6 % en 1980-1984 s'est élevé, particulièrement à partir de la seconde moitié des années 2000, et atteint 30,4 % en 2020-2024. Sur ces cinq dernières années, l'investissement est consacré à 53,6 % à l'achat de machines agricoles, 21,2 % de bâtiments, 12,0 % d'autres équipements, 8,8 % de produits agricoles et 4,5 % de services professionnels (pour la plupart liés aux transferts de terrains). Du fait de l'usure du matériel, la **consommation de capital fixe** est également élevée et suit les cycles de l'investissement. Son taux qui était de 18,6 % en 1980-1984 est passé à 27,8 % en 2020-2024.

L'évolution des productions et le recours croissant au capital modifient la structure des **consommations intermédiaires**. Parmi elles, la part des services de travaux agricoles a pratiquement doublé, passant de 6,0 % en 1980-1984 à 11,6 % en 2020-2024. L'entretien du matériel est le deuxième poste qui s'accroît le plus, passant de 7,2 % à 10,4 % des dépenses, tiré par le renchérissement continu de son prix. Les aliments pour animaux restent le premier poste, mais leur part a reculé, de 39,0 % à 31,8 %, sous l'effet de la baisse du cheptel. Le volume des dépenses vétérinaires régresse lui aussi depuis la fin des années 2000. La part des engrais est passée de 12,6 % à 7,9 %, et ce en dépit de la hausse exceptionnelle de leur prix en 2022 (+82,1 %). En effet, après une très forte augmentation jusqu'au premier choc pétrolier, les livraisons d'engrais diminuent depuis 1980, avec une baisse en volume estimée à 48,7 % sur la période. En revanche, les produits de protection des cultures sont, après les services, le poste le plus dynamique en volume (+59,1 %). Les dépenses énergétiques ont reflué en volume (-3,6 %), mais leur prix s'est fortement renchéri en 2021 (+18,3 %) et 2022 (+41,5 %). Leur poids s'est donc alourdi, passant de 8,1 % des consommations intermédiaires en 1980-1984 à 9,3 % en 2020-2024.

Une hausse de la productivité par actif, contrastée selon les périodes en termes réels

Les indicateurs de productivité couramment utilisés dans l'agriculture prennent en compte l'ensemble des **subventions**, compte tenu du rôle de celles-ci et de leur évolution au fil du temps. En 2020-2024, la part des subventions dans le chiffre d'affaires de l'agriculture (valeur de la production à laquelle on ajoute l'ensemble des subventions) s'élève à 10,2 %. Elle était de 4,0 % en 1980-1984, période où le soutien à l'agriculture s'effectuait essentiellement au moyen de prix garantis. En 1992, une première réforme de la politique agricole commune (PAC) a remplacé les prix garantis par des subventions, aussi celles-ci ont triplé entre 1991 et 1994.

► 2. Évolution en volume et évolution des prix de la production animale de 1980 à 2024, par produit, au prix de base



Lecture : Le volume des produits animaux a baissé de 2,8 % entre 1980-1984 et 2020-2024.
Champ : France.
Source : Insee, compte de l'agriculture de 1980 à 2024, compte prévisionnel 2024 arrêté en novembre 2024.

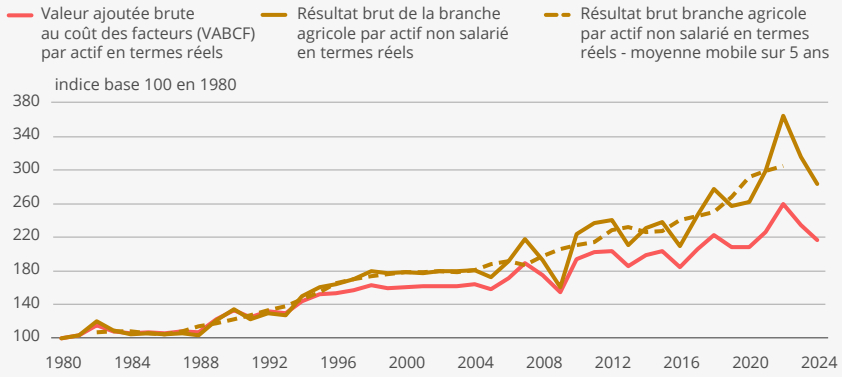
Lecture : Le prix des produits animaux a augmenté de 69,6 % entre 1980-1984 et 2020-2024.
Champ : France.
Source : Insee, compte de l'agriculture de 1980 à 2024, compte prévisionnel 2024 arrêté en novembre 2024.

De 1992 à 2005, les subventions étaient composées pour 74,2 % de leurs montants par des subventions aux produits, et pour 25,8 % par des subventions d'exploitation. À compter de 2006, une nouvelle réforme a été mise en œuvre pour découpler les aides de la production. Ainsi, de 2006 à 2024, les subventions aux produits ne représentent plus que 15,2 % des montants, contre 84,8 % pour les subventions d'exploitation.

Entre 1980-1984 et 2020-2024, la production au prix de base en valeur a augmenté de 97,1 %, moins rapidement que les consommations intermédiaires (+125,3 %). La **valeur ajoutée brute** s'est accrue de 66,3 % et, en prenant en compte les subventions d'exploitation et les impôts à la production, la **valeur ajoutée brute au coût des facteurs (VABCF)** a progressé de 92,0 %. En 2020-2024, la VABCF annuelle par **actif** s'élève à 60 600 euros.

En **termes réels**, par rapport aux prix de l'ensemble des biens et services produits en France, la VABCF a suivi des évolutions contrastées. Elle a reculé jusqu'au milieu des années 2000, comme les prix des produits agricoles augmentaient moins vite que ceux des consommations intermédiaires et de l'ensemble des produits et services. Avec la forte baisse de l'emploi agricole, la VABCF par actif en termes réels augmente de façon tendancielle, mais avec des périodes de stabilité dans les années 1980 et la première moitié des années 2000 ► **figure 3**. Après 2010, le rattrapage des prix agricoles permet une hausse prononcée de la VABCF par actif en termes réels. Les mouvements de prix génèrent un pic sur les quatre dernières années : celles-ci sont marquées par une forte hausse en 2021 et 2022, suivie d'une retombée en 2023 et 2024, avec pour 2024 l'effet supplémentaire de mauvaises vendanges et récoltes de céréales. Le résultat par actif non salarié en termes réels suit des évolutions similaires.

► 3. Indicateurs par actif en termes réels de 1980 à 2024, base 100 en 1980



Lecture : En 2024, dans la branche agricole, la VABCF par actif en termes réels atteint 216,7 contre 100 en 1980 ; le résultat brut par actif non salarié en termes réels atteint 283,0 contre 100 en 1980.
Champ : France.
Source : Insee, compte de l'agriculture de 1980 à 2024, compte prévisionnel 2024 arrêté en novembre 2024.

Claire Géry, Vincent Hecquet, Félix Lucas (Insee)

Retrouvez davantage de données associées à cette publication sur **insee.fr**

► Définitions

La **branche agricole** est le regroupement de toutes les unités d'activité économique qui exercent les activités suivantes : culture de végétaux (y compris maraîchage et horticulture), élevage d'animaux, activités de travaux agricoles à façon, chasse et activités annexes.

La **production au prix de base** est égale à la production valorisée au prix auquel vend le producteur, augmentée des subventions sur les produits qu'il perçoit et diminuée des impôts spécifiques sur les produits qu'il reverse.

Un **équivalent temps plein (ETP)** correspond au travail d'une personne à plein temps pendant une année entière, soit au moins 1 607 heures travaillées sur l'année.

Le **taux d'investissement** est calculé comme le rapport entre la formation brute de capital fixe et la valeur ajoutée brute au coût des facteurs.

La **consommation de capital fixe** correspond à la dépréciation subie par le stock d'actifs fixes au cours de la période considérée par suite d'usure normale et d'obsolescence prévisible ou de dommages accidentels pouvant être considérés comme normaux.

Les **consommations intermédiaires** correspondent aux biens et services qui entrent dans le processus de production.

Les **subventions** à l'agriculture comprennent les **subventions sur les produits** (aides associées à certains types de production) et les **subventions d'exploitation** versées dans le cadre de la politique agricole commune (PAC) ou au niveau national.

La **valeur ajoutée brute** est égale à la production valorisée au prix de base diminuée des consommations intermédiaires.

La **valeur ajoutée brute au coût des facteurs (VABCF)** est obtenue en ajoutant à la valeur ajoutée brute les subventions d'exploitation et en déduisant les impôts sur la production. Son évolution peut être rapportée à celle du nombre d'unités de travail annuel total (ou équivalents temps plein) : on obtient ainsi l'évolution de la **valeur ajoutée brute au coût des facteurs de la branche agricole par actif**.

Un **actif** est un salarié ou un non salarié qui contribue à la production de la branche agricole.

Les indicateurs de résultats sont présentés en **termes réels** : les évolutions à prix courants sont déflatées par l'indice de prix du produit intérieur brut (PIB), qui couvre l'ensemble du champ de l'économie. Ainsi, l'évolution d'un prix ou d'un résultat calculée en termes réels est positive si elle est supérieure à l'évolution générale des prix.

► Sources

Le **compte français de l'agriculture** est établi selon la méthode et les concepts du Système européen des comptes (SEC).

► Pour en savoir plus

- « Comptes de l'agriculture en 2024 », Chiffres détaillés, Insee, juin 2025.
- **Géry C., Hecquet V., Lucas F.**, « Le compte prévisionnel de l'agriculture en 2024 – Mauvaises récoltes et retombée des prix », Insee Première n° 2029, Insee, décembre 2024.
- **Apers É., Paquier F., Robert-Bobée I., Marcus V.**, « Combien gagne un agriculteur ? », le blog de l'Insee, décembre 2024.
- « Agreste Graph'Agri 2024 », novembre 2024.
- « La décapitalisation du cheptel bovin », Vizagreste n° 12, SSP, septembre 2024.
- « Transformations de l'agriculture et des consommations alimentaires », coll. Insee Références, édition 2024.

Direction générale : 88, avenue Verdier 92541 Montrouge Cedex

Directeur de la publication : Jean-Luc Tavernier

Rédaction en chef : H. Michaudon, S. Papon

Rédaction : A. Évrard

Maquette : M. Gazaix

@InseeFr
www.insee.fr

Code Sage : IP252057
ISSN 0997–6252

© Insee 2025
Reproduction partielle autorisée sous réserve de la mention de la source et de l'auteur